

Étude des crédits

Conseil du statut de la femme

2020-2021



Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
TABLE DES MATIÈRES

#	Question
1	Voyages hors Québec
2	Voyage en avion ou en hélicoptère au Québec
3	Publicité, articles promotionnels et commandites
4	Publicité sur internet
5	Conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements
6	Dépenses en formation de communication
7	Formation en communication pour le personnel politique, les membres du Conseil exécutif ou les députés
8	Contrats octroyés par un organisme
9	Appels d'offres publics de l'organisme
10	Consultants externes intégrés ou œuvrant au sein de l'organisme
11	Projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000\$
12	Projets de développement informatique en infonuagique
13	Dépenses de bureau et de frais de déplacement
14	Dépenses reliées à la téléphonie
15	Effectifs de l'organisme
16	Nombre de départs à la retraite et de remplacements effectués
17	Baux pour les espaces occupés par l'organisme
18	Coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués pour l'organisme
19	Coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués pour le cabinet ministériel
20	Personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres
21	Sommes d'argent versées à même le budget discrétionnaire de l'organisme
22	Personnel hors structure
23	Personnel en disponibilité
24	Occasionnels mis à pied
25	Postes abolis régions
26	Liste bureaux régionaux
27	Personnel rémunéré par l'organisme et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres
28	Abonnements
29	Abonnements pour le cabinet
30	Achat de billets de saison, billets chambre de commerce, réservation de loges et frais de club privé
31	Information relative aux sites internet
32	Nominations de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs
33	Dépenses pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles
34	Mandat confiés aux adjoints parlementaires
35	Entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies
36	Ententes signées entre l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes
37	Crédits périmés et gel de crédits pour chaque organisme
38	Revenus autonomes et tarification
39	Plan de réduction des dépenses de fonctionnement
40	Sommes reçues en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement
41	Montant total des primes au rendement et des bonis
42	Primes au rendement et bonis - cabinet ministériel
43	Montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat
44	Montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire
45	Cadres, dirigeants de la fonction publique, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée
46	Cadres, dirigeants de la fonction publique ayant été déplacées de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels
47	Reconduction des programmes existants
48	Initiative ou majoration des programmes existants
49	Nombre de fonctionnaires affectés au Plan Nord
50	Ventilation du budget consacré au Plan Nord
51	Nombre d'employés affectés à la Stratégie maritime
52	Ventilation du budget consacré à la Stratégie maritime
53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert
54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles
55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord
56	Contrats service juridique
57	Dépenses en informatique
58	Masse salariale et indemnités de retraite
59	Taux d'absentéisme

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
TABLE DES MATIÈRES

#	Question
60	Rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis et analyses produits
61	Nombre de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association professionnelle
62	Rencontre diverses
63	Rencontres importantes - gouvernement
64	Sondages
65	Politique jeunesse Québec
66	Transfert d'emplois gouvernementaux en région
67	Reconnaissance des acquis - personnes immigrantes
68	Protection des renseignements personnels
69	Politique culturelle du Québec
70	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet
71	Enquête nationale - femmes et filles autochtones
72	Suivi de recommandations - Commission des autochtones
73	Plan d'action - Premières nations et des Inuits
74	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter
75	Politique gouvernementale de prévention en santé
76	Plan d'action - Contre la violence conjugale, Agissons
77	Stratégie d'action - Ensemble, nous sommes le Québec
78	Stratégie nationale sur la main d'oeuvre 2018-2023
79	Plan d'action - Un Québec pour tous les âges
80	Conciliation travail-famille
81	Électrification des transports
82	Rétention des travailleurs d'expérience
83	Occupation et vitalité des territoires 2018-2023
84	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats
85	Contrats cabinet
86	Demandes d'accès à l'information
87	Liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif
88	Entente de confidentialité requise pour la préparation de projet de loi, politiques, stratégies et consultations
89	Actes répréhensibles
90	Budget carbone
91	Effectifs gestion Fonds vert
92	Postes ouverts et comblés
93	Rémunération des stages
94	Véhicules

Question 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- H les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts

Réponse :

Aucun déplacement hors Québec au cours de cette période.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Question **2**

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2019-2020:

- a) les raisons du déplacement
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Réponse :

La présidente du Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun voyage en avion ou en hélicoptère au Québec au cours de cette période.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, par. 17).

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Renseignements généraux

Étude des crédits 2020-2021

Question 3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Réponse :

Publicité – Médias sociaux 19-20

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI	COÛT
Facebook / Instagram	Publicité	Achat en ligne	1 191 \$
Total médias sociaux			1 191 \$

Publicité – Mandats imprimés et Internet

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI	COÛT
Éditions Plurielles Canada (Premières en affaires)	3 placements publicitaires Mai et septembre 2019 et janvier 2020	Négocié	10 000 \$
Protégez-vous - Guide aîné	Parution d'un publiereportage dans le Guide aînés 1 ^{er} novembre 2019	Négocié	3 500 \$
La Terre de chez nous	Parution d'une annonce pour promotion Avis <i>Les femmes en agriculture Cultiver les possibles</i> 4 et 10 décembre 2019	Contrat négocié par le CSPQ	3 494 \$
Protégez-vous – Espaces Partenaire Web	Parution de publiereportages dans Espace partenaires du magazine en ligne	Négocié	5 000 \$
La Presse	Placements dans le site Web « lapresse.ca » pour promotion de la page Web dédiée à la série de balados 5 novembre 2019	Contrat négocié par le CSPQ	6 353 \$
Radio-Canada Web	Placements dans le site Web de Radio-Canada pour promotion de la page Web dédiée à la série de balados 9 décembre 2019 et 13 janvier 2020	Contrat négocié par le CSPQ	7 412 \$
Association Y.W.C.A. de Québec	Publicité d'une page dans le programme de la Soirée de l'ombre à la lumière	Négocié	350 \$
Journal de Québec	Publicité prix « Agir pour l'égalité » édition 2019	Négocié	1 495 \$
CSPQ	Ajustements placements négociés	Contrats négociés par le CSPQ	429 \$
Magazine Nouveau Projet	Magazine Nouveau Projet 17 et 18	Contrat négocié par le CSPQ	2 846 \$
Journal de Québec	Cahier spécial Leadership au féminin 7 mars 2020	Contrat négocié par le CSPQ	2 236 \$
Repères	Infolettre Repères - Annonceur présentateur 7 mars - Internet facebook.com	Contrat négocié par le CSPQ	1 006 \$
Le Soleil	Pleine page 8 mars 2020	Contrat négocié par le CSPQ	4 103 \$
Le Devoir	Pre-roll capsule égalité classe 6e année (site Internet)	Contrat négocié par le CSPQ	1 588 \$
Total publicité			49 812 \$

Question **3**

Suite

Réponse :

Articles promotionnels

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI	COÛT
Publicité Maca (Maca inc.)	Bouteilles d'eau	Négocié	891 \$
Leclerc Caméra	Cadres « Éclairer toutes les voix »	Gré à gré	363 \$
De Serres		Gré à gré	
Imprimerie Irving	Cartes courtoisie porte-voix	Invitation	251 \$
Imprimerie Irving	Signets	Invitation	68 \$
Total articles promotionnels			1 573 \$

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2020-2021

Question 4

Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021 ;
- b) les noms des firmes de publicité retenues ;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ;
- e) le but visé par chaque dépense ;

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

Réponse :

Publicité – Médias sociaux 19-20

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI	COÛT
Facebook / Instagram	Publicité	Achat en ligne	1 191 \$
Sous-total			1 191 \$

Publicité – Internet

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI	COÛT
Protégez-vous – Espaces Partenaire Web	Parution de publireportages dans Espace partenaires du magazine en ligne	Négocié	5 000 \$
La Presse	Placements dans le site Web « lapresse.ca » pour promotion de la page Web dédiée à la série de balados en ligne le 5 novembre 2019	Contrat négocié par le CSPQ	6 353 \$
Radio-Canada Web	Placements dans le site Web de Radio-Canada pour promotion de la page Web dédiée à la série de balados en ligne le 9 décembre 2019 et 13 janvier 2020	Contrat négocié par le CSPQ	7 412 \$
Repères	Infolettre Repères - Annonceur présentateur 7 mars - Internet facebook.com	Contrat négocié par le CSPQ	1 006 \$
Le Devoir	Pre-roll capsule égalité classe 6e année (site Internet)	Contrat négocié par le CSPQ	1 588 \$
Sous-total			21 359 \$
GRAND TOTAL			22 550 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique

Renseignements généraux **Étude des crédits 2020-2021**

Question **5**

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le cabinet ministériel :

a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;

b) le but visé par chaque dépense;

c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Par le ministère ou l'organisme :

d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;

e) le but visé par chaque dépense;

f) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;

e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;

f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);

g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;

h) le but visé par chaque dépense;

i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Réponse :

Événement « Agir pour l'égalité » - 5 juin 2019

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI	COÛT
Le Journal de Québec	Publicité Journal de Québec, conception et impression de la bannière	Négocié	1 495 \$
Les productions Expert'ease inc.	Services audiovisuels	Négocié	1 577 \$
		Total :	3 072 \$

Événement « Éclairons toutes les voix - Pionnières de l'Université Laval » - 9 mars 2020

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI	COÛT
Voyer Design	Conception graphique	Négocié	3 825 \$
Étienne Richard	Création d'une capsule vidéo – Animation de 60 secondes	Négocié	595 \$
		Total :	4 420 \$

Question **6**

La liste des dépenses en formation de communication :
 Organisée par le ministère ou l'organisme :
 a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
 b) le but recherché par chaque dépense;
 c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;
 Organisée par un professionnel ou une firme externe :
 d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
 e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
 f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
 h) le but visé par chaque dépense;
 i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Réponse :

Formations organisées par une firme externe ou une professionnelle ou un professionnel

FOURNISSEURS	BUT VISÉ	FORMATION	Coût
2019-2020			
Collège LaSalle	Cours en ligne sur le langage visuel	60 heures pour 1 personne	270 \$
Magnéto	Formation sur la mise en ligne et la mise en marché des baladodiffusion	1 journée pour 2 personnes	2 575 \$
Cégep Garneau – Formation continue	Optimisation pour les moteurs de recherche – SEO & Google Adwords	18 heures pour 1 personne	297 \$
Web à Québec (WAQ)	Ateliers sur les nouvelles possibilités du numérique	1 journée pour 3 personnes	590 \$

Les sous-questions c) et f) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 par. 22 et 23)*.

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/acces-a-linformation/>

Question **7**

La liste des dépenses en formation de communication :
Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
- e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2020-2021

Question 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSE	MODE D'OCTROI
A New Dynamic Entreprise inc. (ANDE)	Conférence dans le cadre de la journée du personnel	2 922 \$	2 782 \$	Contrat négocié
Andraos, Maryse	Révision linguistique d'articles de la <i>Gazette des femmes</i>	3 010 \$	1 068 \$	Contrat négocié
Beha, Claire-Marine	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	2 560 \$	2 208 \$	Contrat négocié
Bla bla rédaction	Révision linguistique d'articles de la <i>Gazette des femmes</i>	3 797 \$	3 797 \$	Contrat négocié
Bourdillon, Rémy	Rédaction et photos - <i>Gazette des femmes</i>	3 500 \$	1 520 \$	Contrat négocié
Caouette, Nancy	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	2 445 \$	600 \$	Contrat négocié
Carrier Pigiste inc.	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	2 240\$	Contrat négocié
Chevalier, Marianne (Atelier Tricorne)	Production d'illustrations de style éditorial	350 \$	350 \$	Contrat négocié
Communication CNW Québec inc. (CSPQ)	Diffusion des communiqués de presse		479 \$	Contrat négocié
Confidentiel déchetage de documents inc. (CSPQ)	Destruction sur place de documents		861 \$	Contrat négocié
Daguzan Bernier, Myriam	Rédaction de chroniques féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 200 \$	2 000	Contrat négocié

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2020-2021

Question **8**

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSE	MODE D'OCTROI
Delvaux, Martine	Rédaction de chroniques féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 000 \$	2 000 \$	Contrat négocié
Deschenaux, Frédéric	Formation sur le logiciel d'analyse qualitative NVivo	2 000 \$	1 000 \$	Contrat négocié
Dumais, Hélène	Révision linguistique de différents documents	3 025 \$	510 \$	Contrat négocié
Fleuri, Johann	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	800 \$	Contrat négocié
Freslon, Chloé	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	640 \$	Contrat négocié
Galarneau, France	Révision linguistique de divers documents	3 000 \$	1 825 \$	Contrat négocié
Guay, Mélissa	Révision linguistique de divers documents	3 000 \$	2 475 \$	Contrat négocié
Hamelin, Marilyse	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	2 400 \$	1 600 \$	Contrat négocié
Henriquez, Rose Carine	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	1 360 \$	Contrat négocié
I.C.I. Influence communications (CSPQ)	Veille des médias électroniques		3 964 \$	Contrat négocié
I.C.I. Influence communications (CSPQ)	Production de la revue de presse écrite		7 322 \$	Contrat négocié
Langevin, Louise	Analyse des propositions de réforme du droit de la famille soumises à la consultation publique au printemps 2019	14 700 \$	14 700 \$	Contrat négocié
Langevin, Louise	Production d'un rapport mettant en lumière les évolutions récentes en matière de maternité pour autrui	15 175 \$	1 837 \$	Contrat négocié
Lussier, Judith	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	2 400 \$	1 280 \$	Contrat négocié
Lussier, Judith	Rédaction de chroniques féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 600 \$	1 600 \$	Contrat négocié
Magnéto	Conception et production d'un baladodiffusion de type documentaire sur la proche aide au Québec (mandat de réalisation)	10 764 \$	10 764 \$	Contrat négocié

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2020-2021

Question **8**

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSE	MODE D'OCTROI
Magnéto	Services conseils - Principes de diffusion et de mise en marché d'un baladodiffusion (mandat de formation)	2 575 \$	2 575 \$	Contrat négocié
Martel-Genest, Sophie	Réalisation graphique de divers éléments pour le Web	4 995 \$	2 542 \$	Contrat négocié
Massicoli, Élisabeth	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	3 360 \$	Contrat négocié
Mercier, Hélène	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	3 680 \$	Contrat négocié
Millot, Pascale	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	800 \$	Contrat négocié
Miss Pixels	Conception graphique et montage infographique de l'avis sur le prendre soin	4 290 \$	4 290 \$	Contrat négocié
Miss Pixels	Illustrer des thèmes mensuels pour la Gazette des femmes	3 500 \$	700 \$	Contrat négocié
Montpetit, Caroline	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	1 600 \$	Contrat négocié
Moreau, Anabelle	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	1 440 \$	Contrat négocié
Morin, Nadia	Production d'illustrations pour la Gazette des femmes	4 200 \$	350 \$	Contrat négocié
Navarro, Pascale	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	2 160 \$	Contrat négocié
Picard, Isabelle	Rédaction de chroniques féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	2 000 \$	400 \$	Contrat négocié
Pronovost, Anne-Marie	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	2 400 \$	800 \$	Contrat négocié
Robert, Camille	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800 \$	2 400 \$	Contrat négocié
Roussel, Annelyne	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800\$	800 \$	Contrat négocié
Services de transcription Janie Babin	Transcription d'entrevues	15 600 \$	11 318 \$	Contrat négocié
Souissi, Takwa	Rédaction d'articles sur les conditions des femmes	4 800\$	2 080 \$	Contrat négocié
Tanguay, Monique	Révision linguistique de différents documents	3 000 \$	1 050 \$	Contrat négocié

Question **8**

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	DÉPENSE	MODE D'OCTROI
Technoconseil inc.	Logiciel SharePoint (infonuagique)	1 722 \$ (durée du contrat : du 2019-02-22 au 2020-02-21)	1 304 \$	Contrat négocié
Technoconseil inc.	Logiciel SharePoint (infonuagique)	4 942 \$ (durée du contrat : du 2020-02-22 au 2023-02-21)	88 \$	Contrat négocié
Technologies Umbrella inc.	Services professionnels en technologie de l'information et soutien technique en informatique	64 000 \$ (durée du contrat : du 2018-09-01 au 2020-08-31)	25 960 \$	Sur invitation
Tremblay, Manon	Validation d'éléments d'information – Projet de mémoire du CSF sur le projet de loi modifiant le mode de scrutin	1 500 \$	750 \$	Contrat négocié
VoyerDesign	Conception graphique - Événement « Éclairons toutes les voix - Pionnières de l'Université Laval »	3 825 \$	3 825 \$	Contrat négocié

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec www.seao.ca, ainsi qu'à la section des engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question 9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas réalisé d'appels d'offres publics au cours de cette période.

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec www.seao.ca, ainsi qu'à la section des engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question **10**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020:

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Réponse :

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec www.seao.ca, ainsi qu'à la section des engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question **11**

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'année financière 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a initié aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques répondant aux critères définis dans les *Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles* au cours de cette période.

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

Question **12**

Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
- b) la nature du projet ;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;

- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Réponse :

Pour la réponse à cette question, vous référer à la réponse de la question 11.

Question **13**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec;
 - II. à l'extérieur du Québec.

Réponse :

a	Photocopie	4 258 \$
b.	Mobilier de bureau ¹	0 \$
c	Ameublement	13 661 \$
d	Décoration et embellissement	0 \$
e.	Distributeurs d'eau de source	0 \$
f.	Remboursement des frais de transport	1 247 \$
g.	Remboursement des frais d'hébergement	211 \$
h.	Remboursement des frais de repas	568 \$
j.-1	Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement au Québec	15 044 \$
j.-2	Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement à l'extérieur du Québec	0 \$

¹ On entend par mobilier de bureau, tout mobilier dont la valeur d'acquisition est supérieure à 1 000 \$ par unité, constituant ainsi un bien amortissable.

Question **14**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
- g) le nombre de minutes utilisées;
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

Réponse :

c.	Coûts d'acquisition des appareils	1 651 \$
d.	Coût d'utilisation des appareils	0 \$
e.	Coût des contrats téléphoniques	6 724 \$
f.	Coût des frais d'itinérance	0 \$
i.	Coût lié aux dépassements des forfaits de données	110 \$
j.	Coûts de résiliation, s'il y a lieu	0 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 25) : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021 (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilés par corps d'emploi, pour 2018-2019 et les cinq années précédentes;
- r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

Réponse :

Note : Veuillez prendre note que les réponses à cette question concernant l'effectif du Conseil considèrent l'ensemble du personnel visé par la Loi sur la fonction publique, ce qui exclut les personnes titulaires d'un emploi supérieur, en l'occurrence la présidente du Conseil du statut de la femme.

Tableaux pages suivantes

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2020-2021

Question **15**

Suite

Réponse :

a et b) Nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

CATÉGORIES D'EMPLOI	PERSONNEL RÉGULIER NOMBRE TOTAL	FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
		Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Personnel cadre													
Moins de 35 ans													
35 ans et plus	4	3	75,00	1	25,00								
Sous-total	4	3	75,00	1	25,00								
Personnel professionnel													
Moins de 35 ans	4	4	100,00									1	25,00
35 ans et plus	13	11	84,62	2	15,38								
Sous-total	17	15	88,24	2	11,76							1	5,88
Personnel technicien													
Moins de 35 ans													
35 ans et plus	7	7	100,00										
Sous-total	7	7	100,00										
Personnel de bureau													
Moins de 35 ans													
35 ans et plus	1	1	100,00										
Sous-total	1	1	100,00										
Total par groupe d'âge													
Moins de 35 ans	4	4	100,00									1	25,00
35 ans et plus	25	22	88,00	3	12,00								
Total	29	26	89,66	3	10,34							1	3,45

Question **15**

Suite

Réponse :

Nombre de jours de maladie pris par le personnel*

CATÉGORIES D'EMPLOI	
Personnel cadre	123,50
Personnel professionnel	264,46
Personnel technicien	215,41
Personnel de bureau	115,00
Total	718,37

* Incluant les congés invalidité longue durée (assurance salaire).

c) Nombre total et ventilation du nombre de jours de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée par catégorie d'emploi

CATÉGORIES D'EMPLOI	RÉSERVE ET BANQUE DE JOURS DE MALADIE	MOINS DE 10 JOURS	DE 10 À 50 JOURS	DE 50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS	VALEUR ESTIMÉE
Personnel cadre	94,80	1	2	1	0	N/D
Personnel professionnel	523,52	7	8	2	1	N/D
Personnel technicien	85,68	3	4	0	0	N/D
Personnel de bureau	1,67	1	0	0	0	N/D
Total	705,67	12	14	3	1	N/D

Question **15**

Suite

Réponse :

d) Nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires

CATÉGORIES D'EMPLOI	RÉALISÉES	PAYÉES REMBOURSÉES	COMPENSÉES
Personnel cadre			
Personnel professionnel	731,25	188,25	543,00
Personnel technicien	77,75	65,00	12,75
Personnel de bureau	0,00	0,00	0,00
Total	809,00	253,25	555,75

e) Nombre total de jours de vacances pris par le personnel

CATÉGORIES D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
Personnel cadre	0,00	3,00	17,00	1,00	31,25	5,00	5,00	0,00	3,00	11,00	5,00	18,00	99,25
Personnel professionnel	6,50	2,50	12,50	47,25	138,50	19,25	18,00	0,00	14,75	7,00	6,50	3,00	275,75
Personnel technicien	0,00	1,00	5,00	18,00	29,00	5,00	1,00	9,00	18,50	10,00	4,50	0,00	101,00
Personnel de bureau	0,00	1,11	2,22	11,11	3,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	2,22	30,00
Total	6,50	7,61	36,72	77,36	202,08	29,25	24,00	9,00	36,25	28,00	26,00	23,22	506,00

Question **15**

Suite

Réponse :

- f) Nombre de personnes ayant, dans leur réserve de jours de vacances, moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi

CATÉGORIES D'EMPLOI	RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES	MOINS DE 10 JOURS	DE 10 À 50 JOURS	DE 50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS	VALEUR ESTIMÉE
Personnel cadre	-8,29	4	0	0	0	N/D
Personnel professionnel	75,91	14	4	0	0	N/D
Personnel technicien	89,20	4	2	1	0	N/D
Personnel de bureau	1,50	1	0	0	0	N/D
Total	158,33	23	6	1	0	N/D

- g) Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

- h) Nombre et répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Question **15**

Suite

Réponse :

- i) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et selon leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions)

RÉGIONS	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
Capitale-Nationale	4	17	7	1	29
Total	4	17	7	1	29

- j) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

	2019-2020
Expert	1
Émérite	

- k) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

	2019-2020
Traitement supérieur	2

Question **15**

Suite

Réponse :

l) Nombre de postes par catégorie d'emploi et selon leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions)

RÉGIONS	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
Capitale-Nationale	4	17	7	1	29
Total	3	17	8	1	29

m) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

n) Nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

o) Nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

p) Nombre de postes abolis ventilé par corps d'emplois pour 2019-2020 et les cinq années précédentes

Le Conseil du statut de la femme n'a aboli aucun poste en 2019-2020.

q) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

r) Nombre de postes vacants

5 postes vacants.

Question **16**

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021:

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Réponse :

a) Nombre de départs à la retraite

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

Aucun remplacement effectué au cours de cette période.

c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Aucune personne retraitée n'a été engagée au cours de cette période.

Question **17**

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
- k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse.

Réponse :

a.	Emplacement de la location	800, place D'Youville 3 ^e étage, Québec
b.	Superficie totale pour chaque local loué	1 080 m ³
f.	Coût total de ladite location	331 451 \$
g.	Coûts d'aménagement et de rénovation	7 671 \$
h.	Durée du bail	Le bail se renouvelle annuellement
i.	Propriétaire de l'espace loué	Services de gestion MJA Locateur : Société québécoise des infrastructures

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, au coût total de ladite location et au propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Conseil en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, par. 27) :

<https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question **18**

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucuns travaux liés au déménagement, à l'aménagement ou à la rénovation dans l'espace occupé par la haute direction au cours de cette période.

Question **19**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme

Question **20**

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question 21	Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
--------------------	--

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **22**

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
- g) les prévisions pour 2020-2021

Réponse :

Aucun emploi hors structure.

Question **23**

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions pour 2020-2021.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **24**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2020-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **25**

Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **26**

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2020-2021

Question **27**

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Réponse :

Nom de la personne	Poste occupé	Salaire annuel	Assignation initiale et actuelle	Date de début de l'assignation hors structure	Date de fin de l'assignation
Joëlle Steben-Chabot	Agente de recherche	65 619 \$	Direction de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale	7 octobre 2019	6 décembre 2020

Question **28**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Réponse :

FOURNISSEUR	COÛT	DESCRIPTION
Causette média SARL	106 \$	<i>La causette</i>
Centre justice et foi	40 \$	<i>Relations</i>
Courrier international	148 \$	<i>Courrier international</i>
Ebsco	105 \$	<i>Applied Arts Magazine</i>
Ebsco	178 \$	<i>Communication Arts</i>
Ebsco	186 \$	<i>Eye Magazine</i>
Ebsco	91 \$	<i>Cahiers du genre</i>
Ebsco	139 \$	<i>Nouvelles questions féministes</i>
Ebsco	151 \$	<i>Travail genre et société</i>
Harvard Business Publishing	137 \$	<i>Harvard Business Review</i>
Journal de Québec	197 \$	<i>Journal de Québec</i>
Le Devoir	231 \$	<i>Le Devoir</i>
Le Soleil	244 \$	<i>Le Soleil</i>
Ms. Magazine	56 \$	<i>Ms.</i>
Pearltrees	23 \$	<i>Pearltrees</i>
Publications Mass-Media Inc.	2 225 \$	<i>Le Courrier parlementaire</i>
RIBG - CSPQ	3 800 \$	<i>Réseau des bibliothèques gouvernementales / PortFolio</i>
Wilson & Lafleur	87 \$	<i>Code civil du Québec</i>
Wilson & Lafleur	87 \$	<i>Code criminel</i>
Wilson & Lafleur	87 \$	<i>Code de procédure civile</i>
Wilson & Lafleur	87 \$	<i>Lois du travail</i>
Premières en affaires	10 \$	<i>Premières en affaires</i>
Inanna Publications	75 \$	<i>Cahier de la femme</i>
Mishmash Média	50 \$	<i>Magazine l'Actualité</i>

Question **29**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement ::

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme

Question **30**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisés par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Réponse :

ORGANISME	ÉVÉNEMENT	DATE DE L'ÉVÉNEMENT	MONTANT
Chambre de commerce de la grande région de Saint-Hyacinthe	Achat d'une table - Dîner conférence de la Chambre de commerce de la grande région de Saint-Hyacinthe	2019-04-26	360 \$
Chambre de Commerce de l'Est de Montréal	Achat de billets - Gala ESTim	2019-05-02	650 \$
Chambre de Commerce et d'industrie de Québec	Achat de billets - Déjeuners-causeries 2019-2020	2019-2020	2 540 \$
Fondation Québec philanthrope	Billets - Rendez-vous Québec Philanthrope	2019-06-04	150 \$
Chambre de Commerce et d'industrie de Québec	Achat de 4 billets - Grand Lancement de la Chambre de Commerce et d'industrie de Québec	2019-09-17	220 \$
Chambre de Commerce et d'industrie de Québec	Achats de billets -Conférence de Michelle Obama	2019-09-23	647 \$
Association Y.W.C.A. de Québec	Achat de 10 billets - Soirée de l'ombre à la lumière	2019-11-20	2 500 \$
Groupe femmes politique démocratie	Achat de 2 billets - Brunch-colloque 20 ^e anniversaire	2019-09-29	90 \$
Conseil du patronat du Québec	Achat d'un billet - Tribune Norton Rose Fulbright avec Geneviève Guilbault, vice-présidente	2019-10-28	75 \$
Chambre de Commerce et d'industrie de Québec	Achat de 2 billets - Déjeuner-causerie de Stéphanie Huot	2020-02-21	170 \$
Chambre de Commerce et d'industrie de Québec	Achat de billets - Conférence "Point de vue" Jean Boulet	2020-02-11	170 \$
Premières en affaires	Achat d'un billet - Lancement du magazine de l'hiver 2020 et du Palmarès des affaires au féminin à l'Espace CDPQ	2020-01-28	75 \$
Premières en affaires	Déjeuner les femmes, la politique et l'argent et Lancement de Plurielles et du magazine d'automne	2020-09-17	50 \$
Chambre de Commerce et d'industrie de Québec	Achat de 2 billets - Dîner-conférence de Michel Bissonnette et Louise Cordeau - Série économique Radio Canada	2020-02-13	170 \$
Institut d'administration publique de Québec	Transition techno-démographique et effets sur la gouvernance pour 4 personnes	Forfait institutionnel 2019-2020	1 200 \$
Fiducie du patrimoine culturel des Augustines	Soirée-bénéfice au profit des proches aidants	2020-01-30	390 \$

Question **31**

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Réponse :

	SUJETS	DÉTAILS
a)	ADRESSE DU SITE INTERNET :	www.csf.gouv.qc.ca
b)	LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	Le site Web actuel du Conseil est en ligne depuis février 2010. Sa conception initiale a été assurée par la firme iXmédia (2009-2010).
c)	LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	n/d
d)	LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	Les coûts d'hébergement du site Web du Conseil en 19-20 sont de 947,88 \$. Le site est hébergé sur un serveur de la firme OVH
e)	LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	<u>Aucune modernisation en 2019-2020.</u>

	SUJETS	DÉTAILS
a)	ADRESSE DU SITE INTERNET :	www.gazettedesfemmes.ca
b)	LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	Marie-Jacques Rouleau, consultante en communications (2011)
c)	LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	n/d
d)	LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	Les coûts d'hébergement sont intégrés aux coûts d'hébergement du site Web du Conseil (voir plus haut). Utilisation de la plateforme WordPress, logiciel libre de droits. Entretien et mises à jour effectués par des ressources internes.
e)	LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	<p><u>En 19-20, une actualisation du site Gazette des femmes a été réalisée, sans coûts externes.</u></p> <p>L'actualisation du visuel du magazine, de la mise en page et de la navigation ont été réalisées par le personnel de la Direction des communications et du Web du Conseil.</p> <p><u>La nouvelle version du site a été mise en ligne le 18 mars 2020.</u></p>

Question **32**

Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a fait aucune nomination de mandataire, d'émissaire, de négociateur, de médiateur, de commissaire, d'expert ou d'enquêteur.

Question **33**

Pour 2019-2020, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;

le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **34**

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020:

- a) le détail des mandats
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **35**

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **36**

La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **37**

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **38**

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2020-2021.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **39**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2020-2021

Question **40**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021 et 2021-2022, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a reçu aucun montant du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement au cours de cette période.

Question 41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
--------------------	---

Réponse :

Le montant des bonis totalise 3 343,56 \$ pour deux membres du personnel professionnel.

Question **42**

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme

Question **43**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse :

Aucune prime de départ ni aucun montant pour bris de contrat n'ont été versés.

Question **44**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **45**

Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Question **46**

Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonction. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **46**

Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;

b) fournir la liste des salaires versés.

Réponse :

FICHE COMPLÉMENTAIRE

Aucun dirigeant du Conseil du statut de la femme n'a été déplacé de ses fonctions.

Liste des quatre dernières présidentes :

Christiane Pelchat : 2006 à 2011

Julie Miville-Dechêne : 2011 à 2016

Eva Ottawa : septembre 2016 à janvier 2017

Louise Cordeau : février 2017 à aujourd'hui

Question **47**

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2019-2020 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2020-2021. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **48**

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **49**

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Question **50**

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévision pour 2020-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Question **51**

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

Question **52**

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

Question **53**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes. (Fonds vert)

Question **54**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.

Question **55**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Question **56**

Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice, et ce, pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière et en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Question **57**

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

Réponse :

- a) Le Conseil du statut de la femme a estimé ses activités en ressources informationnelles à 378 100 \$ pour l'année **2019-2020**.
- b) Les informations sont disponibles dans le tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).
- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- e) Les informations relatives aux contrats sont disponibles dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca ainsi qu'à la section des engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

La sous-question c) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **58**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question **59**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 le taux d'absentéisme, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **60**

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **61**

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, pour les années 2018-2019 et 2019-2020, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Réponse :

Aucun paiement à des associations professionnelles et aucun remboursement de cotisation à un membre du personnel.

Question **62**

La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **63**

Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer:

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les participants ;
- d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

Question **64**

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les questions posées ;
- d) Les réponses ;
- e) La firme retenue ;
- f) Les coûts.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a réalisé aucun sondage ou enquête d'opinion.

Question **65**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.

Réponse :

Aucune somme dépensée ni action réalisée par le Conseil du statut de la femme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.

Question **66**

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **67**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Question **68**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.

Réponse :

La liste contrats octroyés par le Conseil du statut de la femme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020, s'il en est, est présentée en réponse à la question 8.

Question **69**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.

Réponse :

Aucune somme dépensée ni action réalisée par le Conseil du statut de la femme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.

Question **70**

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Réponse :

- a) Aucune dépense réalisée au sein de médias communautaires.
- b) 45% des dépenses publicitaires ont été réalisées sur Internet et les médias sociaux pour un total de 22 550 \$

Question **71**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **72**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **73**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **74**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **75**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **76**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **77**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **78**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **79**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges »

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **80**

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **81**

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de l'électrification des transports.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **82**

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **83**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **84**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2019-2020 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas octroyé de contrats en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics au cours de cette période.

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec www.seao.ca, ainsi qu'à la section des engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question **85**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Réponse :

Ne s'applique pas Conseil du statut de la femme.

Question **86**

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019 et 2019-2020 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai, en indiquant, par demande, le temps de réponse.

Réponse :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel **2019-2020** des ministères et organismes.

Question **87**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Réponse :

Aucun comité n'a été formé.

Question **88**

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **89**

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

Réponse :

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au **Rapport annuel 2019-2020** des ministères et des organismes ainsi qu'au **Rapport annuel d'activités 2019-2020** du Protecteur du citoyen.

Question **90**

Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère, soit notamment pour 2019-2020 :

- a) Le total des émissions de GES associées aux activités directes du ministère ;
- b) L'estimation des émissions de GES attribuables aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux émissions attribuables aux subventions accordées par le ministère en proportion du montant de ces subventions dans les projets concernés ;
- c) L'estimation des réductions d'émissions de GES attribuables aux activités directes et aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux réductions d'émissions découlant d'activités subventionnées par le ministère ainsi qu'aux puits de carbone attribuables au ministère le cas échéant.
- i. Ventiler ces réductions selon qu'elles soient des réductions relatives ou des réductions absolues d'émissions de GES. Fournir une estimation du coût moyen de ces réductions par tonne de CO2 équivalent.
- d) Le bilan carbone du ministère, soit le total des émissions de GES attribuables au ministère auquel est soustrait le total des réductions d'émissions attribuables au ministère.
- e) Le quota d'émissions du ministère, soit la limite supérieure finie des émissions totales de GES à travers le temps attribuables au ministère qui permettraient d'atteindre les objectifs de réduction des GES du ministère et ainsi la cible de réduction des GES du gouvernement.
- f) Le plan d'action du ministère pour diminuer le bilan carbone du ministère afin de respecter son budget carbone dans le cadre des objectifs de réduction des GES du gouvernement.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question **91**

Veillez fournir le nombre d'effectifs attirés à la gestion du Fond vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019- 2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Question **92**

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Réponse :

Vous référer à la réponse de la question 15m.

Question 93	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée.
--------------------	---

Réponse :

- a) Nombre de stagiaires reçus : une stagiaire en 2019-2020
- c) Rémunération totale déboursée : 3 267,60 \$

La sous-question b) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Question **94**

Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :

- a) nombre total de véhicules;
- b) le type de véhicules;
- c) le nombre de véhicules hybrides;
- d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
- e) le nombre de véhicules électriques.

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 1^{ÈRE} OPPOSITION – PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC
TABLE DES MATIÈRES

#	Question
39	Concernant le bureau de la présidence du CSF : a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents; b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre; c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements; d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.
40	Effectifs par région
41	Rencontres avec la ministre de la Condition féminine.
42	Mandats donnés au CSF
43	Avis et mémoires produits ou publiés par le CSF
44	Comités sur lesquels siège le CSF
45	Ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF

Question **39**

Concernant le bureau de la présidence du CSF :

- a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;
- b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
- c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements;
- d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site internet du ministère ou de l'organisme en vertu du règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, par. 20) à l'adresse : <https://csf.gouv.gc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2020-2021

Question **40**

Concernant le Conseil du statut de la femme, pour les trois dernières années financières :

- a) Liste des effectifs en poste, ventilés par région ;
- b) budget alloué, ventilé par grandes catégories ;
- c) liste des avis remis au gouvernement.

Réponse :

a) Liste des effectifs en poste, ventilés par région

RÉGIONS	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
Capitale-Nationale	4	17	7	1		29
Total	4	17	7	1		29

* Excluant la présidente de l'organisme.

b) Budget alloué, ventilé par grandes catégories

<i>MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</i>					
<i>ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021</i>					
<i>(000 \$)</i>					
Programme 09	-	Condition féminine			
Élément 01	-	Conseil du statut de la femme			
<u>SUPERCATÉGORIES</u>		Budget de dépenses comparatif 2019-2020	Budget de dépenses 2020-2021	Variation	%
Rémunération		2 434,0	2 436,8	2,8	0,1
Fonctionnement		981,1	981,1	0,0	-
Transfert		0,0	0,0	0,0	-
Total de l'élément 01		3 415,1	3 417,9	2,8	0,1
EXPLICATION DE LA VARIATION					(000 \$)
-	Ajustement du SCT pour financer l'impact du PL149 - Modifications au Régime de rentes du Québec			2,8	
TOTAL :				2,8	
<u>BUDGET D'INVESTISSEMENTS</u>					
-	Immobilisations tangibles		5,0	20,0	15,0 300,0
-	Immobilisations en ressources informationnelles		20,3	17,5	(2,8) (13,8)
			25,3	37,5	12,2 48,2
EXPLICATION DE LA VARIATION - INVESTISSEMENTS					(000 \$)
Ajustement pour financer un système d'accès au lieu de travail par carte afin de se conformer à une recommandation formulée à la suite d'un audit de sécurité de l'information				15,0	
-	Ajustement du SCT pour se conformer à l'enveloppe du PQI-RI 2020-2030			(2,8)	
TOTAL :				12,2	

c) Liste des avis remis au gouvernement

Voir la réponse à la question 43 pour la liste des documents produits par le Conseil

Question **41**

Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2019-2020.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **42**

Copie de tous les mandats confiés au CSF pour 2019-2020.

Réponse :

Mandateur	Thème	Objectif
Ministre responsable de la Condition féminine	<i>Violences sexuelles et conjugales</i>	Réaliser une étude complémentaire au Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale, dans le but d'accroître l'expertise et le développement des connaissances en matière de violence.
Ministre responsable de la Condition féminine	<i>Hostilité en ligne</i>	Produire un rapport sur le phénomène de l'hostilité en ligne, sur son étendue, ses conséquences ainsi que les moyens à notre portée pour y faire face collectivement.

Question **43**

Fournir, pour 2019-2020, la liste des documents produits suivants :

- a) avis;
- b) mémoires;
- c) études;
- d) communications publiques;
- e) statistiques.

Réponse :

A. Avis

- *Les femmes en agriculture – Cultiver les possibles* (21 novembre 2019)
- *Prendre soin : perspectives sur le vieillissement* (24 mars 2020).

B. Mémoires

- *Laïcité - Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 21, Loi sur la laïcité de l'État* (17 mai 2019)
- *Mode de scrutin - Concrétisons la parité de façon pérenne / Mémoire sur le projet de loi n° 39, Loi établissant un nouveau mode de scrutin* (22 janvier 2020)
- *RQAP - Pour un régime d'assurance parentale équitable, flexible et actuel / Mémoire sur le projet de loi n°51 : Loi visant principalement à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation travail-famille* (17 mars 2020) La commission parlementaire, prévue en mars 2020, a été reportée à une date ultérieure.

C. Études

- *Étude sur les métiers d'urgence – Policières, pompières et ambulancières paramédicales / Constats sur la présence des femmes dans trois métiers d'urgence* (20 février 2020)

D. Communications publiques

- 8 mars 2020 :
 - Événement public - *Éclairons toutes les voix / Pionnières de l'Université Laval* (9 mars 2020)
 - Site Web interactif
 - Stratégie Instagram #pionnières
 - Affiche – #pionnières / *Le 8 mars 2020*
- 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes
 - Affiche - *Elles étaient 14. Assassinées pour ce qu'elles étaient : des femmes* (6 décembre 2019)
 - Stratégie Instagram (du 25 novembre au 6 décembre)
- Page Web sur la série balados – *Éclairons toutes les voix* (4 novembre 2019)
- Relève agricole féminine :
 - Microsite de l'avis sur la *Agricultrices : l'entrepreneuriat agricole se conjugue au féminin et au présent*
 - Baladodiffusion – *Paroles d'agricultrices - Relève agricole féminine, à nous les défis* (22 novembre 2019)
- Proche aidance :
 - Baladodiffusion – *Parole d'aidant.e.s - Entre espoir et difficulté, parcours de la proche aidance* (4 novembre 2019).
- Infolettre :
 - *Le CSF agit pour l'égalité* (février 2020)
 - *Vœux et nouvelles du CSF* (décembre 2019)
 - *Le CSF, c'est nous pour vous!* (octobre 2019)
 - *Le CSF, c'est vous!* (juin 2019)
- Campagne de sensibilisation grand public sur des enjeux d'égalité en continu
- Gazette des femmes :
 - 12 thèmes mensuels
 - 83 publications

E. Statistiques - aucun

Question **44**

Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2020-2021.

Réponse :

Le personnel du Conseil du statut de la femme a siégé aux comités suivants en 2019-2020 :

- Table des partenaires femmes et politique municipale, co-présidée par le Secrétariat à la condition féminine et le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.
- Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale dirigé par la coroner en chef du Québec.
- Comité de travail de niveau professionnel sur la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023.
- Comité de travail rencontre interministérielle du plan d'action en violence conjugale et de la stratégie en matière d'agressions sexuelles.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2020-2021

Question **45**

Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTES ET DE PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
Développement et accompagnement aux emplois supérieurs	École nationale d'administration publique	1	Québec	350 \$
Dîner conférence	Chambre de commerce de St-Hyacinthe	1	Québec	54 \$
Forum provincial agressions sexuelles	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSS)	1	Victoriaville	69 \$
Journée GEGD	Groupe des experts en gestion documentaire du Québec	1	Québec	13 \$
Congrès de l'ACFAS 2019	Association francophone pour le savoir (ACFAS)	3	Gatineau	1 036 \$
Maîtriser votre temps et vos courriels avec Outlook	Qualitemps	1	Québec	272 \$
Les bases de la gestion d'un projet : outils, processus et méthodes	AFI	1	Québec	850 \$
Langage visuel	Collège LaSalle	1	Québec	270 \$
Colloque Québec-Versailles "La violence conjugale : droit comparé Québec Versailles"	Barreau du Québec	1	Québec	123 \$
Présentation lors d'une journée "Développement du personnel"	A New Dynamic Enterprise inc. (ANDE)	25	Québec	2 782 \$
Formation mise en ligne et conseils sur mesure pour la mise en marché de baladodiffusion	Magnéto	2	Montréal	2 659 \$
Formation pré-colloque "Enjeux et données de recherche" et colloque "Diversité en emploi : perspectives et enjeux au Québec et au Canada"	Chaire de recherche sur l'intégration et la gestion des diversités en emploi (CRIDE)	1	Québec	157 \$

Question **45**

Suite

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTES ET DE PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
Optimisation pour les moteurs de recherche - SEO & Google Adwords	Cégep Garneau	1	Québec	297 \$
Colloque "Engagé.e.s ensemble contre la violence conjugale"	Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale	1	Montréal	293 \$
Formation-cours public: Ms-Excel 2013/2016 Intermédiaire	Versalys	7	Québec	1 680 \$
Formation sur le logiciel NVivo	Frédéric Deschenaux	4	Québec	1 040 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Commission scolaire de la Capitale	1	Québec	300 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	1	Québec	33 \$
Colloque international "Le futur de la diversité"	École nationale d'administration publique	2	Québec	200 \$
Web à Québec	Québec numérique	3	Québec	590 \$
Cercle de la haute fonction publique	Secrétariat aux emplois supérieurs	1	Québec	33 \$
25 ans de recherche partenariale sur les familles au Québec : bilan et perspectives	Partenariat de recherche Familles en mouvance	1	Montréal	40 \$
Séminaire - L'exercice du leadership : augmentez l'impact de votre influence	Secrétariat aux emplois supérieurs	1	Québec	10 \$
Colloque du lieutenant-gouverneur du Québec : Réalités autochtones au Québec	Secrétariat aux emplois supérieurs	1	Québec	10 \$
Séminaire - Politique et processus budgétaires : éléments clés de l'action gouvernementale	Secrétariat aux emplois supérieurs	1	Québec	10 \$
Doctorat en communication publique (1 cours)	Université Laval	1	Québec	300 \$

Question **45**

Suite

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTES ET DE PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
Baccalauréat en administration (2 cours)	Téluq	1	Québec	600 \$
Forum « Bâtir une société interculturelle, bienveillante et inclusive »	Équipe de recherche en partenariat sur la diversité culturelle et l'immigration dans la région de Québec	1	Québec	30 \$
Université féministe d'été	Université Laval	N/D (annulé)	Québec	385 \$
Conférence Manal Drissi – Désavantage numérique	YWCA	1	Québec	128 \$
Forum des partenaires en égalité	Secrétariat à la condition féminine	1	Montréal	55 \$
Colloque cybersécurité 2020	Groupe Le Point	1	Lévis	375 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E OPPOSITION – QUÉBEC SOLIDAIRE
TABLE DES MATIÈRES

#	Question
7	Combien de formations le Conseil du Statut de la Femme a-t-il données aux autres ministères et organismes concernant l'analyse différenciée selon les sexes

Question **7**

Combien de formations le Conseil du Statut de la Femme a-t-il données aux autres ministères et organismes concernant l'analyse différenciée selon les sexes ?

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas donné de formation aux autres ministères et organismes concernant l'analyse différenciée selon les sexes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3^E OPPOSITION – PARTI QUÉBÉCOIS
TABLE DES MATIÈRES ANNOTÉES

#	Question
74	Concernant le bureau de la présidence du CSF : a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents; b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre; c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements; d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.
75	Rencontres avec la ministre de la Condition féminine.
76	Différence entre les dépenses prévues et réelles
77	Effectifs par région
78	Organigramme
79	Mandats donnés au CSF
80	Avis et mémoires produits ou publiés par le CSF
81	Comités sur lesquels siège le CSF
82	Comités sur lesquels ne siège plus le CSF depuis la fermeture des bureaux régionaux
83	Ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF

Question **74**

Concernant le bureau de la présidence du CSF :
a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;
b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements;
d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site internet du ministère ou de l'organisme en vertu du règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, par. 20) à l'adresse : <https://csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question **75**

Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2019-2020.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **76**

Détailler la différence entre les dépenses prévues et les dépenses réelles du budget du Conseil du statut de la femme prévu pour l'année 2018-2019.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **77**

Liste de l'effectif du CSF, ventilé par région, pour les trois dernières années. Fournir les prévisions pour 2020-2021.

Réponse :

RÉGION	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
Capitale-Nationale	4	17	7	1		29
Total	4	17	7	1		29

* Excluant la présidente de l'organisme.

Question **78**

Organigramme du CSF en date du 31 mars 2020.

Réponse :

Se référer au site Web du Conseil du statut de la femme à l'adresse pour l'organigramme www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/directions-et-organigramme/.

Question **79**

Copie de tous les mandats confiés au CSF pour 2019-2020.

Réponse :

Mandateur	Thème	Objectif
Ministre responsable de la Condition féminine	<i>Violences sexuelles et conjugales</i>	Réaliser une étude complémentaire au Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale, dans le but d'accroître l'expertise et le développement des connaissances en matière de violence.
Ministre responsable de la Condition féminine	<i>Hostilité en ligne</i>	Produire un rapport sur le phénomène de l'hostilité en ligne, sur son étendue, ses conséquences ainsi que les moyens à notre portée pour y faire face collectivement.

Question **80**

Fournir, pour 2019-2020, la liste des documents produits suivants :
a) avis;
b) mémoires;
c) études;
d) communications publiques;
e) statistiques.

Réponse :

A. Avis

- *Les femmes en agriculture – Cultiver les possibles* (21 novembre 2019)
- *Prendre soin : perspectives sur le vieillissement* (24 mars 2020).

B. Mémoires

- *Laïcité - Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 21, Loi sur la laïcité de l'État* (17 mai 2019)
- *Mode de scrutin - Concrétisons la parité de façon pérenne / Mémoire sur le projet de loi n° 39, Loi établissant un nouveau mode de scrutin* (22 janvier 2020)
- *RQAP - Pour un régime d'assurance parentale équitable, flexible et actuel / Mémoire sur le projet de loi n°51 : Loi visant principalement à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation travail-famille* (17 mars 2020) La commission parlementaire, prévue en mars 2020, a été reportée à une date ultérieure.

C. Études

- *Étude sur les métiers d'urgence – Policières, pompières et ambulancières paramédicales / Constats sur la présence des femmes dans trois métiers d'urgence* (20 février 2020)

D. Communications publiques

- 8 mars 2020 :
 - Événement public - *Éclairons toutes les voix / Pionnières de l'Université Laval* (9 mars 2020)
 - Site Web interactif
 - Stratégie Instagram #pionnières
 - Affiche – #pionnières / *Le 8 mars 2020*
- 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes
 - Affiche - *Elles étaient 14. Assassinées pour ce qu'elles étaient : des femmes* (6 décembre 2019)
 - Stratégie Instagram (du 25 novembre au 6 décembre)
- Page Web sur la série balados – *Éclairons toutes les voix* (4 novembre 2019)
- Relève agricole féminine :
 - Microsite de l'avis sur la *Agricultrices : l'entrepreneuriat agricole se conjugue au féminin et au présent*
 - Baladodiffusion – *Paroles d'agricultrices - Relève agricole féminine, à nous les défis* (22 novembre 2019)
- Proche aidance :
 - Baladodiffusion – *Parole d'aidant.e.s - Entre espoir et difficulté, parcours de la proche aidance* (4 novembre 2019).
- Infolettre :
 - *Le CSF agit pour l'égalité* (février 2020)
 - *Vœux et nouvelles du CSF* (décembre 2019)
 - *Le CSF, c'est nous pour vous!* (octobre 2019)
 - *Le CSF, c'est vous!* (juin 2019)
- Campagne de sensibilisation grand public sur des enjeux d'égalité en continu
- Gazette des femmes :
 - 12 thèmes mensuels
 - 83 publications

E. Statistiques - aucun

Question **81**

Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2019-2020.

Réponse :

Le personnel du Conseil du statut de la femme a siégé aux comités suivants en 2019-2020 :

- Table des partenaires femmes et politique municipale, co-présidée par le Secrétariat à la condition féminine et le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
- Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale dirigé par la coroner en chef du Québec
- Comité de travail de niveau professionnel sur la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023
- Comité de travail rencontre interministérielle du plan d'action en violence conjugale et de la stratégie en matière d'agressions sexuelles

Question **82**

Liste de tous les comités auxquels ne siège plus le CSF en raison de la fermeture des bureaux régionaux.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2020-2021

Question **83**

Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTES ET DE PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
Développement et accompagnement aux emplois supérieurs	École nationale d'administration publique	1	Québec	350 \$
Dîner conférence	Chambre de commerce de St-Hyacinthe	1	Québec	54 \$
Forum provincial agressions sexuelles	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSS)	1	Victoriaville	69 \$
Journée GEGD	Groupe des experts en gestion documentaire du Québec	1	Québec	13 \$
Congrès de l'ACFAS 2019	Association francophone pour le savoir (ACFAS)	3	Gatineau	1 036 \$
Maîtriser votre temps et vos courriels avec Outlook	Qualitemps	1	Québec	272 \$
Les bases de la gestion d'un projet : outils, processus et méthodes	AFI	1	Québec	850 \$
Langage visuel	Collège LaSalle	1	Québec	270 \$
Colloque Québec-Versailles "La violence conjugale : droit comparé Québec Versailles"	Barreau du Québec	1	Québec	123 \$
Présentation lors d'une journée "Développement du personnel"	A New Dynamic Enterprise inc. (ANDE)	25	Québec	2 782 \$
Formation mise en ligne et conseils sur mesure pour la mise en marché de baladodiffusion	Magnéto	2	Montréal	2 659 \$
Formation pré-colloque "Enjeux et données de recherche" et colloque "Diversité en emploi : perspectives et enjeux au Québec et au Canada"	Chaire de recherche sur l'intégration et la gestion des diversités en emploi (CRIDE)	1	Québec	157 \$

Question **83**

Suite

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTES ET DE PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
Optimisation pour les moteurs de recherche - SEO & Google Adwords	Cégep Garneau	1	Québec	297 \$
Colloque "Engagé.e.s ensemble contre la violence conjugale"	Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale	1	Montréal	293 \$
Formation-cours public: Ms-Excel 2013/2016 Intermédiaire	Versalys	7	Québec	1 680 \$
Formation sur le logiciel NVivo	Frédéric Deschenaux	4	Québec	1 040 \$
Programme d'information et de préparation à la retraite	Commission scolaire de la Capitale	1	Québec	300 \$
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	École nationale d'administration publique	1	Québec	33 \$
Colloque international "Le futur de la diversité"	École nationale d'administration publique	2	Québec	200 \$
Web à Québec	Québec numérique	3	Québec	590 \$
Cercle de la haute fonction publique	Secrétariat aux emplois supérieurs	1	Québec	33 \$
25 ans de recherche partenariale sur les familles au Québec : bilan et perspectives	Partenariat de recherche Familles en mouvance	1	Montréal	40 \$
Séminaire - L'exercice du leadership : augmentez l'impact de votre influence	Secrétariat aux emplois supérieurs	1	Québec	10 \$
Colloque du lieutenant-gouverneur du Québec : Réalités autochtones au Québec	Secrétariat aux emplois supérieurs	1	Québec	10 \$
Séminaire - Politique et processus budgétaires : éléments clés de l'action gouvernementale	Secrétariat aux emplois supérieurs	1	Québec	10 \$
Doctorat en communication publique (1 cours)	Université Laval	1	Québec	300 \$

Question **83**

Suite

Réponse :

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTES ET DE PARTICIPANTS	LIEU	COÛT TOTAL
Baccalauréat en administration (2 cours)	Téluq	1	Québec	600 \$
Forum « Bâtir une société interculturelle, bienveillante et inclusive »	Équipe de recherche en partenariat sur la diversité culturelle et l'immigration dans la région de Québec	1	Québec	30 \$
Université féministe d'été	Université Laval	N/D (annulé)	Québec	385 \$
Conférence Manal Drissi – Désavantage numérique	YWCA	1	Québec	128 \$
Forum des partenaires en égalité	Secrétariat à la condition féminine	1	Montréal	55 \$
Colloque cybersécurité 2020	Groupe Le Point	1	Lévis	375 \$

*Conseil du statut
de la femme*

Québec 